

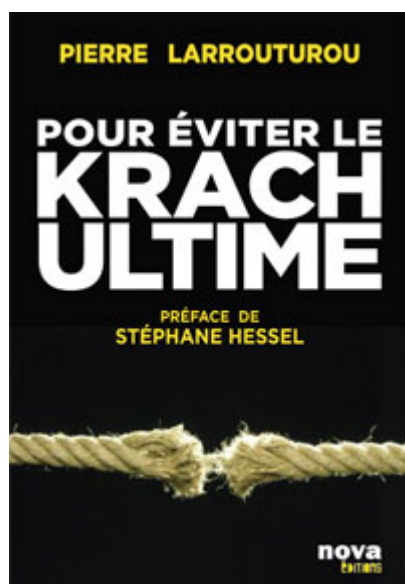
Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Pour-eviter-le-Krach-ultime-vers-une-crise-pire-que-celle-de-2008-Pierre-Larroutourou,3510.html>

Un livre de Pierre Larroutourou préfacé par Stéphane Hessel

Pour éviter le Krach ultime : vers une crise pire que celle de 2008 ?

- Librairie Développement Durable - Economie -



Date de mise en ligne : vendredi 10 juin 2011

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous
droits réservés

La dette ? Elle a été creusée par des réductions fiscales qui ont fait perdre, depuis 10 ans, 100 milliards à l'Etat ! Cri du coeur de Pierre Larrouturou qui plaide dans son dernier livre, "Pour éviter le krach ultime" (préfacé par Stéphane Hessel), pour l'arrêt d'une logique néo-libérale et d'un monde devenu fou. L'ex-PS devenu conseiller régional Ile-de-France Europe Ecologie Les Verts prédit aussi - et il n'est pas le seul - une crise pire que celle de 2008. Plus que jamais, l'inventeur de "la semaine de 4 jours" prône "le partage du travail" et "un nouveau contrat social". A l'heure où l'Assemblée a voté l'allègement de l'ISF, il estime que l'Etat s'assurerait 100 milliards de recettes fiscales supplémentaires par an s'il revenait à la fiscalité de l'an 2000.

Pierre Larrouturou estime que le programme socialiste n'est pas à la hauteur : "Ils promettent 300.000 emplois jeunes, ce qui est bien. Mais ils misent aussi sur 2,5% de croissance, ce qui n'est pas réaliste. Ca fait trente ans qu'on n'a pas eu ce taux de croissance. Il faut mettre le paquet sur le logement, comme en Allemagne ou aux Pays-Bas, avec des partenaires sociaux. C'est un placement de père de famille rentable, avec des loyers qui rentrent. Et le paquet sur les énergies renouvelables".

Mais surtout il pronostique une nouvelle crise sans précédent aux Etats-unis : *"Avant l'arrivée de Ronald Reagan, il n'y avait quasiment pas de dette publique. A partir des années 80, la dette a explosé parce que les gouvernements américains ont déséquilibré les budgets par les baisses d'impôt, et supprimé les règles sociales qui prévalaient pour l'emploi et les salaires. On a dit aux gens aux Etats-Unis : compensez le manque à gagner des salaires par l'endettement privé. Résultat ? On va dans le mur. On risque l'effondrement, et on continue dans cette voie"*.

En France, il considère que l'on ne pourra sans doute pas éviter la crise, mais il faudrait au moins :

- prévenir les gens,
- découpler banques de dépôt et banques d'affaires comme l'a fait Roosevelt et comme on aurait dû le faire après la crise de 2008. Les banques de dépôt doivent être garanties par l'Etat. Les banques d'affaires, si elles spéculent sur des dérivés de dérivés, doivent assumer seules les risques qu'elles prennent.
- revenir à l'équilibre financier : notre déficit l'an dernier était de 7% du PIB, ça nous place en situation de dépendance par rapport au marché financier.

Extrait : la préface de Stéphane Hessel

Comment dire la gravité de la crise ?

Comment, aussi, reconstruire l'espoir ?

Telles sont les deux questions fondamentales auxquelles répond ce livre lumineux et essentiel, qui fait un sort à quelques idées préconçues, qui nous empêchent de penser l'avenir : Non, la crise n'est pas finie et la crise financière n'est que la partie émergée de l'iceberg. Non, le chômage et l'accroissement des inégalités ne sont pas des conséquences de la crise ; ils en sont la cause fondamentale.

Non, la mondialisation n'est pas coupable, même s'il est urgent de l'humaniser. Non, la croissance ne reviendra pas et il est vital d'inventer très vite un nouveau modèle de développement. Pour éviter que l'Histoire ne se répète.

La Seconde Guerre mondiale a éclaté alors que sévissait une très grave crise financière et sociale, une crise de laquelle un certain Hitler avait proposé à son peuple de sortir grâce au national-socialisme... Au coeur de la guerre,

conscient que la crise du capitalisme avait été une des causes majeures de la barbarie, le Conseil national de la Résistance affirmait qu'une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur une organisation rationnelle de l'économie et sur la base d'une plus grande justice sociale.

Cette réflexion, initiée par le Bureau international du travail au lendemain de la Première Guerre mondiale, affirmait déjà qu'un capitalisme qu'on laisse aller seul mène à la catastrophe. La crise que nous connaissons aujourd'hui, le pouvoir de l'argent qui subordonne l'intérêt général aux intérêts particuliers, l'écart de plus en plus considérable - de décennie en décennie - entre les plus riches et les plus pauvres nous forcent à admettre le caractère indissociable des questions économiques et des questions sociales et l'absolue nécessité d'agir pour une plus grande justice sociale.

En 1948, déjà, la Déclaration universelle des droits de l'homme mettait sur le même plan les droits civils et politiques et les droits économiques et sociaux.

Après la guerre, pendant trente ans, nous avons connu une période relativement équilibrée : l'économie fonctionnait de façon stable, sans crise, car les valeurs fondamentales, celles de la Déclaration universelle des droits de l'homme, étaient partagées par tous.

Pendant trente ans, comme l'explique ce livre, les différents acteurs sociaux ont accepté des règles qui garantissaient un partage équilibré de l'ensemble des richesses produites (partage équilibré au sein des pays du Nord, tout au moins...).

Hélas, depuis que Milton Friedman, Ronald Reagan et Margaret Thatcher ont imposé leurs dogmes, nous voyons reculer l'idée de régulation : les inégalités explosent et Pierre Larrourou montre très bien comment, à cause de ces inégalités, le système n'a survécu que grâce à une accumulation de dettes. C'est évident aujourd'hui : le capitalisme ne peut pas fonctionner sans régulation, et c'est aux États et aux unions d'États de le réguler, très fermement.

Depuis le début des années 1980, les néolibéraux ont voulu nous faire croire que la réduction du rôle de l'État était la solution. Pendant des décennies, nous avons laissé faire. On nous expliquait que les fortunes des uns allaient profiter au plus grand nombre, que cela retomberait, « ruissellerait » d'une façon ou d'une autre, sur l'ensemble de la société. Mais non ! Chiffres à l'appui, Pierre Larrourou démontre comment les fortunes accumulées par 0,2 % de la population ne profitent pas du tout au plus grand nombre : cet argent mal gagné ne retombe jamais (ou très peu) au service du plus grand nombre ; il ne « ruisselle » pas ; au contraire il « s'évade » au profit d'une infime minorité.

Il est temps de réagir. Après trois ans de crise, nous ne pouvons pas laisser certains spéculer sans contrôle. L'économie mondiale est au bord du gouffre : il est urgent de réguler la finance (en actes et pas seulement en paroles). Urgent aussi d'inventer un nouveau contrat social. Il faut distribuer les responsabilités entre la société et l'État sans se laisser opprimer par les tyrannies financières. Au lendemain de la guerre, nous avons agi pour nous libérer des féodalités économiques. Aujourd'hui ce ne sont plus des féodalités, ce sont de véritables tyrannies. Et face à elles, le bien commun et l'éthique ne font malheureusement plus recette.

Pour sortir de la crise, Pierre Larrourou avance des pistes concrètes, fondées sur des bases éthiques très claires et qui intègrent de nouvelles règles du jeu en matière d'emploi, de logement et de salaires. Cela suppose une planification, non pas sur deux ou trois mois, mais sur cinq, dix ou quinze ans. Cette planification, globale et démocratique, permettrait d'organiser et de financer les étapes nécessaires à une reconstruction équilibrée de notre vivre-ensemble. * * *

Indignez-vous ! S'indigner n'est pas une fin en soi. Mais nous ne pouvons pas continuer à alimenter un système qui crée des déséquilibres et des injustices de plus en plus manifestes. Il faut non seulement analyser très précisément les causes de nos échecs, mais aussi avancer des propositions. C'est ce que fait Pierre Larrourou. Et comme le dit Pierre, il faut aussi s'engager : ce n'est pas le moment de se laisser décourager. Je suis d'ailleurs heureux de constater la belle énergie dont fait preuve la jeunesse. En témoignent les réflexions des nombreux jeunes que je rencontre, les questions que me posent les lycéens, les collégiens.

La gravité de la crise est indiscutable. Nul ne peut rester passif. Il faut s'engager. Rester vigilant pour ne pas laisser

les États se laisser manipuler par des lobbies qui n'ont aucun scrupule.

Si nous restons isolés, nous ne pouvons pas faire bouger le monde, nous ne pouvons pas lutter contre le cynisme et la cupidité qui blessent notre éthique. Il faut donc faire de la politique, dans le sens le plus noble de ce terme. Il faut être dans un parti, s'organiser, rejoindre des groupes, s'engager dans des associations. C'est en y intervenant que l'on peut les rendre plus actifs.

Soyez plus nombreux encore à agir ! Devenez des ambassadeurs pour vulgariser une autre façon de penser l'économie et les questions sociales, diffuser massivement des analyses nouvelles et permettre au plus grand nombre de comprendre mieux le monde qui nous entoure.

Organisez des réunions publiques partout, afin de toucher tous ceux qu'on n'écoute pas, dans les endroits isolés, et leur donner la parole. Cela suppose que vous commenciez par rejoindre un parti. Ce parti qui vous paraît peut-être mou, lâche, vous pouvez le rendre plus actif, plus éthique, en y militant. Surmontez votre petite timidité. Si vous êtes assez nombreux, vous allez le faire changer.

Quel que soit notre âge, nous devons tous et toutes agir pour humaniser la mondialisation. En ce printemps 2011, il flotte sur tous les continents un désir de justice et de liberté. Ne laissons pas ce désir retomber.

Stéphane Hessel

Vidéo : Pierre Larrousurou interrogé par Audrey Pulvar

Acheter cet ouvrage

Références : *Pour éviter le Krach ultime* de Pierre Larrousurou - Editeur : Nova editions (25 mai 2011) - 255 pages - ISBN-13 : 978-2360150168 - Prix public : 15 Euros